



Québec, le 24 octobre 2017

Objet : Contribution financière – Aide gouvernementale
Crédits d'impôt en matière culturelle
N/Réf. : 16-034161-002

*****,

La présente est pour faire suite à vos courriels *****, lesquels complètent votre demande d'interprétation¹, visant à déterminer si des commandites privées versées par l'intermédiaire d'un organisme public sont visées par l'application du troisième alinéa de l'article 1029.6.0.0.1 de la Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre I-3), ci-après désignée « LI ».

Vous nous avez soumis, pour analyse, neuf contrats de commandite conclus par *****, ci-après désignée « Société », avec *****, ci-après désigné « organisme public », pour l'année d'imposition 2014. Toutefois, vous nous mentionnez que des contrats semblables ont été conclus pour les années d'imposition 2015 à 2017 et qu'il en sera également ainsi pour les autres années d'imposition à venir.

FAITS

Notre compréhension des faits est la suivante.

Société exploite une entreprise de conception de contenus télévisuels, Web et multiplateformes et bénéficie du crédit d'impôt pour les productions cinématographiques québécoises, ci-après désigné « crédit d'impôt ».

¹ Pour laquelle une réponse vous a été transmise; lettre d'interprétation 16-034161-001, « Traitement fiscal applicable aux contrats de commandites privées dans le calcul du crédit d'impôt pour les productions cinématographiques québécoises », en date du 3 mai 2017.

Dans le cadre des productions qu'elle réalise, Société a besoin de toutes sortes de services directement reliés aux coûts d'une production cinématographique québécoise par exemple, des services de transport, d'hébergement, de guide-interprète, etc.

Lorsqu'il est possible de le faire, Société s'entend, directement² ou par l'entremise d'un organisme public, avec des prestataires de services privés pour que les services offerts soient partiellement ou totalement commandités en échange d'une visibilité télévisuelle.

Dans le cadre particulier des productions à l'étranger, Société fait habituellement affaires avec un organisme public pour que ce dernier conclue des contrats avec des prestataires de services et supervise les aspects logistiques de la production. En raison de la langue étrangère inconnue ou de l'absence de réseau Internet par exemple, les bureaux offrant des services touristiques s'avèrent de bons entremetteurs avec les différents prestataires privés, car ils connaissent la langue, le territoire où aura lieu le tournage et ont un réseau de contacts bien développé.

De façon plus particulière, Société effectue initialement ses propres recherches de partenaires d'affaires et fournit à l'organisme public la liste des partenaires et des activités choisis en fonction du contenu sur lequel Société s'est entendue avec le diffuseur. Lorsqu'il est possible de le faire, Société contacte les prestataires de services pour discuter de ses besoins et de la visibilité qu'elle peut offrir en échange. Ensuite, un organisme public conclut les ententes avec les prestataires de services et s'assure que les activités planifiées se déroulent selon l'horaire convenu.

Par la suite, Société conclut un contrat de commandite avec un organisme public (le commanditaire), lequel s'engage à commanditer un épisode en s'acquittant par exemple des obligations suivantes : fournir un guide-interprète ou un véhicule avec chauffeur pour la durée du tournage, faciliter les activités prévues au scénario, faciliter les démarches auprès des douanes ainsi que celles pour l'obtention de permis. En considération de cette commandite, Société (le producteur) s'engage généralement à offrir une visibilité à l'organisme public en plaçant son logo dans le générique de fin de l'épisode ainsi que sur un site Internet pour une période de 12 mois et à lui fournir un DVD de l'épisode tourné dans sa région.

Société est d'avis que le montant établi dans les contrats de commandite conclus avec les organismes publics ne peut constituer un montant d'aide gouvernementale aux fins du troisième alinéa de l'article 1029.6.0.0.1 de la LI, car ces organismes agissent uniquement à titre d'intermédiaire entre les fournisseurs de services privés et le producteur.

² Les contrats de commandite que Société conclut directement avec des prestataires de services privés ne font pas l'objet de la présente demande d'interprétation.

QUESTION

Aux fins du troisième alinéa de l'article 1029.6.0.0.1 de la LI, est-ce que les commandites privées en biens ou en services, qui sont regroupées dans un même contrat conclu avec un organisme public, perdent leur nature de commandite privée du fait qu'elles transitent par l'intermédiaire d'un organisme public³?

RÉPONSE

Le troisième alinéa de l'article 1029.6.0.0.1 de la LI prévoit qu'une aide gouvernementale comprend le montant de toute contribution financière à l'égard d'un bien qui est une production cinématographique québécoise, qu'une société a reçue, est en droit de recevoir ou peut raisonnablement s'attendre à recevoir soit d'un gouvernement, d'une municipalité ou d'une autre administration, soit d'une personne ou d'une société de personnes qui paie cette contribution dans des circonstances telles que l'on peut raisonnablement conclure qu'elle n'aurait pas payé cette contribution n'eût été un montant que celle-ci ou une autre personne ou société de personnes a reçu d'un gouvernement, d'une municipalité ou d'une autre administration.

Pour sa part, le paragraphe *c* du deuxième alinéa de ce même article exclut spécifiquement certains montants qui seraient par ailleurs qualifiés d'aide réductrice dans le calcul du crédit d'impôt auquel un producteur a droit.

À la lecture des ententes soumises, nous constatons que Société a conclu des contrats de commandite directement avec des organismes publics, lesquels se sont engagés en leur propre nom. En effet, les contrats de commandite ne mentionnent pas que les organismes publics s'obligent au nom et pour le compte de prestataires de services privés.

Selon ces ententes, les organismes publics s'engagent personnellement à fournir les services visés et ces ententes ne contiennent aucun indice nous permettant de conclure que ces organismes agiraient à titre de mandataire pour des prestataires de services. D'ailleurs, les organismes publics offrent un service qui va bien au-delà de ceux offerts par les prestataires de services privés en supervisant notamment certains aspects logistiques de la production (hébergement, transport, demandes de permis, etc.).

³ Considérant la nature de votre question, nous n'avons pas remis en question le fait que les organismes publics soient visés par l'expression « d'un gouvernement, d'une municipalité ou d'une autre administration » utilisée au troisième alinéa de l'article 1029.6.0.0.1 de la LI.

- 4 -

Par conséquent, le montant de la contribution financière des organismes publics convenu dans les contrats devra être considéré comme un montant d'aide gouvernementale réducteur pour l'application du crédit d'impôt selon le troisième alinéa de l'article 1029.6.0.0.1 de la LI, puisque les organismes publics mentionnés dans les contrats ne sont pas visés par aucune exception prévue au paragraphe c du deuxième alinéa de l'article 1029.6.0.0.1 de la LI.

Veillez agréer, *****, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Direction de l'interprétation relative
aux entreprises